

## **Note de présentation du budget initial 2026**

### **Table des matières**

<b>1-</b>	<b>TABLEAUX DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES .....</b>	<b>2</b>
1-1	TABLEAU DES EMPLOIS (tableau n°1).....	2
1-1-1	Emplois sous plafond Etat .....	2
1-1-2	Emplois sous plafond ressources propres .....	3
1-2	TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES (tableau n°2).....	3
1-2-1	Les dépenses de personnel.....	4
1-2-2	Les dépenses de fonctionnement.....	5
1-2-3	Les dépenses d'investissement .....	6
1-2-4	Les recettes globalisées .....	6
1-2-5	Les recettes fléchées.....	7
1-3	TABLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION ET PAR NATURE (tableau 3).....	7
1-4	TABLEAU DES RECETTES PAR ORIGINE (Tableau 3bis) .....	11
<b>2-</b>	<b>EQUILIBRE FINANCIER .....</b>	<b>14</b>
2-1	LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER (Tableau 4).....	14
2-2	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Tableau 5) .....	14
<b>3-</b>	<b>ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....</b>	<b>15</b>
3-1	COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGÉ .....	15
	(Tableau 6) .....	15
3-2	LE TABLEAU DE TRESORERIE (Tableau 7) .....	16
3-3	TABLEAU DES RECETTES FLECHEES (Tableau 8) .....	16
3-4	TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (Tableaux 9 et 10).....	16
<b>4-</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>17</b>

L'évaluation de ce budget initial 2026 s'inscrit dans un environnement complexe nécessitant de concilier un contexte d'incertitude politique et de financement tendu, la prise en compte nécessaire de mesures nationales (relèvement sur le CAS pensions et mise en place d'une protection sociale complémentaire employeur) et la volonté de porter des ambitions fortes stratégiques et de soutenabilité.

Il convient de plus, pour apprécier le contexte dans sa pleine réalité de rappeler la sous dotation chronique et persistante de l'établissement qui pèse encore aujourd'hui sur la structuration financière de l'université.

Dans ce cadre extrêmement contraint, ce budget se veut à la fois sincère et maîtrisé. Il intègre la mise en œuvre de projets structurants pour l'UTT définis dans le plan stratégique "UTT 2035", qui dessinent les perspectives et les objectifs pour les années à venir.

## **1- TABLEAUX DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES**

### **1-1 TABLEAU DES EMPLOIS (tableau n°1)**

Le tableau des emplois présenté dans ce budget initial 2026 mentionne un volume de 487.7 ETPT, contre 479.4 au budget rectificatif de 2025, et 477.7 au budget initial 2025. Cette augmentation s'explique en partie par le recrutement des équipes sur les projets Hi! PARIS et MacMia.

#### **1-1-1 Emplois sous plafond Etat**

Le plafond d'emplois État connaît une évolution légèrement positive entre les deux phases budgétaires, passant de 292,56 ETPT à 296,4 ETPT.

Le volume des enseignants titulaires demeure globalement stable à 105,3 ETPT (-0,7 ETPT). À l'inverse, une progression est observée chez les enseignants contractuels en CDI (+1,33 ETPT) ainsi que chez les enseignants contractuels en CDD (+1,2 ETPT).

Concernant les BIATSS titulaires, la hausse constatée (+3,7 ETPT) résulte du retour d'un agent précédemment en détachement, des titularisations intervenues par voie de concours en fin d'année 2025, ainsi que des effets de la campagne d'emplois.

S'agissant des BIATSS contractuels, une augmentation des effectifs en CDI (+3 ETPT) est observée, corrélée à une diminution des effectifs en CDD (-4,63 ETPT), liée notamment à la conversion de certains contrats courts en CDI ou à des titularisations.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte combinant :

- la nécessité de préserver les postes à missions pérennes au sein du plafond d'emplois ;
- un marché de l'emploi fortement concurrentiel, impactant l'attractivité des postes ;
- et le recours, le cas échéant, à des solutions transitoires dans l'attente de candidats aux concours.

Le recours à des agents contractuels permet de juguler la hausse de la masse salariale, dans le contexte de contraintes budgétaires croissantes, de la sous-dotation chronique et malheureusement pérenne de SCSP, puisque le taux de charge patronal d'un agent

contractuel d'environ 1,40 doit être mis en rapport avec celui d'un fonctionnaire d'Etat désormais porté à environ 1,94.

Le recours à des contractuels a dans le même temps pour effet de conserver une certaine souplesse dans la cartographie d'emplois de l'établissement.

### **1-1-2 Emplois sous plafond ressources propres**

Le plafond de ressources propres connaît une légère progression de +4,18 ETPT, passant de 187,12 ETPT à 191,3 ETPT.

Le nombre d'enseignants en CDI reste stable, tandis que l'on observe une augmentation modérée des enseignants en CDD (+2 ETPT) et des BIATSS contractuels en CDI (+3,2 ETPT), certains BIATSS CDD ayant été transformés en CDI en fin d'année 2025.

Concernant les BIATSS en CDD, on observe une relative stabilité avec une légère diminution (-1 ETPT). En outre, au regard de la taille de l'UTT et face à un taux d'absentéisme croissant, des renforts restent nécessaires pour garantir la continuité de service et d'activité.

Globalement, cette évolution traduit un renforcement progressif des postes pérennes (CDI) tout en maintenant les capacités opérationnelles via les contractuels en CDD.

### **1-2 TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES (tableau n°2)**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 35 509 227 €, en hausse de 469 k€ par rapport au dernier budget rectificatif 2025.

Cette augmentation s'explique par quatre facteurs principaux :

- La poursuite des effets des mesures nationales liées à la LPR
- Le contexte économique de la loi de finances 2026
- L'obligation de la mise en œuvre de la Protection Sociale Complémentaire (PSC)
- Les évolutions propres à notre établissement

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 11% par rapport au BR2-2025 (et de 15,7 % par rapport au budget initial 2025), témoignant d'un effort significatif et massif de maîtrise des coûts, pouvant conduire à un risque majeur de dégradation des conditions d'accueil des étudiants et la qualité de vie au travail des agents.

Les dépenses d'investissement sont en augmentation, reflétant la volonté de maintenir une dynamique de construction nécessaire pour garantir des perspectives d'avenir à l'UTT.

Plus généralement, au niveau des dépenses, les services assurent un traitement régulier d'apurement des commandes en cours et de fiabilisation des restes à payer. La ventilation par destination sur les dépenses de personnel a par ailleurs été mise à jour dans le cadre de ce BI 2026.

Les recettes globalisées sont évaluées à 41 283 k€, en baisse par rapport au budget rectificatif 2025 de 3,7 %. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des autres financements publics en lien avec le volume des projets financés et des restes à recouvrer.

La prévision d'exécution a été modifiée par rapport aux données du BR2-2025 dans le cadre de l'atterrissage budgétaire sur les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement et de leur impact sur la trésorerie.

Au niveau des dépenses d'investissement, un ajustement important a été opéré d'un montant de 1 082 k€ en AE, en lien avec l'avancement de plusieurs projets et le réajustement significatif sur un projet fléché dont une tranche sur marché n'est pas encore affirmée en 2025.

Sur le volet « dépenses de personnel », une rectification a été formalisée à la baisse de -284 k€ en AE (recrutements revus à la baisse au 31/12 compte tenu des éléments d'information fiabilisés fin novembre).

Enfin, s'agissant des dépenses de fonctionnement, une analyse a aussi été menée mi-novembre avec les engagements restant à venir d'ici fin décembre, période de fin de gestion, conduisant à une rectification de - 991 k€ en AE.

Les recettes ont été modifiées de 299 k€, principalement en rapport avec la transmission d'informations de reports d'encaissements.

Ces ajustements prévisionnels d'atterrissage 2025, ont permis d'apporter une vision actualisée des différents postes en dépenses et recettes, afin de renforcer la fiabilité des prévisions budgétaires 2026.

### 1-2-1 Les dépenses de personnel

Le budget se répartit de la manière suivante : 35 476 226 € de masse salariale, et 33 000 € de dépenses de personnel en prestations sociales, soit un total de **35 509 226 € (cf tableau budgétaire)**.

Le dernier budget rectificatif voté en 2025 faisait état d'un montant inscrit voté de 35 007 615€ (35 040 615 € *en incluant les dépenses de personnels hors masse salariale*), il est par conséquent constatée une hausse de + 469 k€ dans les projections au BI2026.

Cette évolution se caractérise par quatre grands volets,

- La continuité des effets de mesures nationales liées à la LPR suite à l'évolution du salaire des doctorants qui se traduit par une hausse de 102 k€ ;
- Le contexte économique de la loi de finances 2026 avec la décision gouvernementale de porter le taux de la pension civile à 82.6% (+4 points) intégralement supporté par l'établissement du fait de la non-compensation par l'Etat, impactant nos dépenses de personnel à hauteur de 390k€ ;
- La mise en œuvre de la PSC (Protection Sociale Complémentaire) à partir du 01/05/2026 évaluée à 184 k€ ;
- Enfin la vie de notre établissement au travers d'un objectif de diminution des heures complémentaires prévisionnelles 2026, des effets combinés de glissement vieillesse technicité, du remplacement des agents avec moins d'ancienneté et du recours à la forfaitisation.

Nonobstant ces contraintes incompressibles, mentionnées ci-dessus, l'évolution des dépenses s'inscrit également en lien avec des mesures RH internes :

- L'ensemble des projets, notamment ceux dans le domaine de l'enseignement, génèrent de la masse salariale à hauteur de 458 k€ intégralement financés par une recette identifiée.

- La campagne emploi 2026 répond exclusivement aux axes stratégiques UTT2035, aux besoins impératifs de remplacement d'agents fonctionnaires partis en retraite et en mutation, ou en position de longue maladie. Chaque poste fait ainsi l'objet d'une analyse et d'un arbitrage au regard de ces critères.
- Afin d'assurer une soutenabilité budgétaire, les recrutements sont engagés en fonction des marges financières dégagées (« au fil de l'eau »).

Enfin, l'établissement poursuit ses actions de réorganisation et de rationalisation des moyens et missions, pour résister au mieux aux contraintes budgétaires qui s'accroissent chaque année.

### 1-2-2 Les dépenses de fonctionnement

**Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 7 944 k€ avec un montant de crédits de paiement (CP) déterminé de 8 630 k€.** Cette diminution de 15,7 % substantielle par rapport au budget initial 2025, démontre les efforts d'économie demandés aux différents services, et un réel pilotage pour contraindre nos dépenses courantes.

Le niveau des CP présente un infléchissement de 1 275 k€ comparé à celui du BI 2025, et de 833 k€ comparé à celui du BR2-2025.

**Le budget afférent aux fluides** pour 2026 est en diminution de 195 k€ en comparaison de la prévision du BR2-2025. Cette baisse résulte des facteurs combinés d'économies liées à de nouvelles installations de panneaux solaires dont nous espérons les économies sur une année complète en 2026 (mise en service en juillet 2025), et à l'inverse des effets négatifs liés à l'augmentation de la tva de 5,5 à 20 % en 2026 sur l'électricité et le chauffage. Ces dépenses de fluides représentent toujours une part prépondérante des dépenses de fonctionnement de la direction du Patrimoine (55 %). A noter que leur poids semble plus faible qu'en 2025 mais ce rapport est impacté par le fait que le budget patrimoine supporte aussi l'augmentation des autres contrats de maintenance et nettoyage.

Pour le BI 2026, **les dépenses de fonctionnement sur projets** représentent 2 918 k€ d'AE, soit une part plus importante des dépenses de fonctionnement qu'au BI 2025 (37 % des dépenses de fonctionnement 2026 contre 29% au BI 2025).

Les prévisions de dépenses sont en diminution substantielle notamment sur les services suivants :

- Direction à la formation et à la pédagogie : pour cette direction la baisse des dépenses de fonctionnement est de 276 k€ en AE par rapport au BR-2025. Cette baisse est en lien d'une part avec la nécessité générale de rationaliser le budget qui implique des dépenses plus contenues pour l'appui aux formations, et d'autre part en lien avec la diminution des dépenses de tests linguistiques SUEL de 56 k€, et la baisse de CVEC pour 66 k€ (financement notifié).
- Direction de la bibliothèque : ce budget diminue de 256 k€ en AE, en raison principalement d'un marché prévu en attribution en 2025 finalement lancé en bons de commandes, marché non récurrent cette année.
- Direction des relations avec les entreprises : pour cette direction la baisse des dépenses de fonctionnement est de 418 k€ en AE par rapport au BR-2025. Elle

provient à la fois de formations non ouvertes en 2026 (-210 k€), et des projets Grand INNOV et PCM dont les dépenses ne sont pas équivalentes en 2026 (-167 k€).

- Direction de la communication : les prévisions de dépenses sont diminuées pour prendre en compte la mise en œuvre de la circulaire de fin 2025 impliquant une baisse de 20% des dépenses de communication de l'établissement.

De façon générale, les diminutions sont liées à un réel effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

### **1-2-3 Les dépenses d'investissement**

**En investissement, le montant des dépenses est estimé à 4 960 k€ en AE et 3 481 k€ en CP.**

L'écart entre les AE et CP est de 1 479 k€. La principale cause de cet écart concerne à la fois des acquisitions de matériels et des engagements de travaux passés en 2025 qui ne feront l'objet d'une livraison et d'un paiement qu'en 2026, et à l'inverse des engagements de nouvelles opérations ou marchés en 2026 dont le paiement ne sera que partiel en 2026.

Les dépenses d'investissement sont envisagées à la hausse par rapport à celles prévues en 2025 (+ 1 836 k€ en AE et + 297 k€ en CP).

L'augmentation significative en AE s'explique principalement par le projet EvolutTion II pour lequel le volet réhabilitation des façades doit débiter en 2026 (+1,2 M€ en AE), par la hausse des investissements informatiques (+ 693 k€) provenant d'un nouveau marché pour la SSI (Sécurité des systèmes d'Information) et des nouveaux investissements pour le renouvellement du matériel de salles pédagogiques.

Les prévisions de dépenses liées aux projets de recherche sont estimées à 1 615 k€ en AE (matériels de recherche, projet GS NANO-PHOT, suite des équipements dans le cadre du projet ALLIAGE et des investissements sur les projets MAT-GE et RENETE).

Le montant des investissements de la direction du Patrimoine, hors projet lié aux façades, représente cette année un montant limité de 332 k€. Seuls les investissements les plus prioritaires pour l'établissement ont été inscrits, soit les principaux postes suivants : travaux de mise en conformité SSI, matériel de suivi électrique nécessaire au bilan carbone, pose de matériel dans le cadre du plan particulier de mise en sûreté, et la numérisation des plans du bâtiment en lien avec la migration du contrôle d'accès.

La part financée des investissements représente 68 % des AE et 71 % des CP pour 2026 alors que cette proportion était de 71 % des AE et 66 % des CP au BI 2025.

Cette proportion de financements s'explique en grande partie par les projets de recherche CPER.

### **1-2-4 Les recettes globalisées**

En 2026, elles sont évaluées à 41 283 k€, en diminution de 1 520 k€ par rapport au vote du BR2-2025 (42 803 k€) et de -1 593 k€ par rapport au BI 2025 (42 876 k€).

Comme indiqué dans les notes d'accompagnement des budgets rectificatifs 2025, le travail de fiabilisation des montants des encaissements et des restes à recouvrer s'est poursuivi afin d'inscrire des estimations au plus près de la réalité, notamment pour les recettes globalisées.

Les évolutions sont les suivantes par rapport au BI 2025 :

- Augmentation de la SCSP : +362 k€
- Diminution des autres financements de l'Etat : -15 k€
- Diminution des autres recettes : -16 k€
- Diminution des autres financements publics : - 1 693 k€
- Diminution des recettes propres : - 231 k€

### 1-2-5 Les recettes fléchées

**Pour ce BI 2026, les recettes fléchées s'élèvent à 3 463 k€** alors qu'elles représentaient 1 118 k€ dans le BR2-2025 et 1 411 k€ dans le BI 2025. Cette augmentation est très sensible et représente un élément important dans l'analyse de la situation.

Ces recettes sont constituées de :

- 293 k€ de recettes liées à l'ANR (projet EUT+)
- 485 k€ de subventions de la Région (projets EvolUTTIon II, MAT-GE, Alliage et Renete)
- 325 k€ de subventions et financements autres (principalement projet EvolUTTIon II).
- 2 360 k€ au titre de l'Union Européenne (projets EUT+, MAT-GE et Alliage)

Les évolutions sont les suivantes par rapport au BI 2025 :

- Diminution des financements ANR : -200 k€
- Augmentation des financements de la région : +483 k€
- Augmentation des financements autres : +113 k€
- Augmentation des financements de l'Union Européenne : + 1 256k€

### 1-3 TABLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION ET PAR NATURE (tableau 3)

L'ensemble des dépenses et recettes détaillées dans ce tableau laisse apparaître un solde budgétaire déficitaire de 2 873 k€. Ce budget 2026 traduit un effort collectif conséquent de maîtrise budgétaire avec une gestion prudente et réaliste, des ajustements visant à mieux refléter la réalité financière de l'UTT, ses offres de formations et ses ambitions tant en formation qu'en recherche.

#### Principales destinations des dépenses

- **Formation (D102)** : 31% du budget (15 099k€ en AE, 14 915k€ en CP)
- **Recherche (D107)** : 25,5% du budget (12 351k€ en AE, 12 773k€ en CP)
- **Immobilier (D114)** : 10% du budget (4 930k€ en AE, 4 908k€ en CP)
- **Pilotage et animation (D115)** : 22,5% du budget (10 869k€ en AE, 9 683k€ en CP)

#### Évolutions notables

- La formation montre une progression globale de 826 k€ (soit+6 % par rapport au BI2025), notamment lié à la ventilation des dépenses de personnel.
- Les activités de recherche connaissent une quasi-stabilité (diminution de 2% par rapport à 2025), ces dépenses dépendent des projets en cours.

- Les dépenses immobilières et de pilotage et animation sont également stables avec une progression de 3 % par rapport au BI2025, ces révisions ciblant une meilleure adéquation avec la réalité de l'exécution.

Ce tableau retrace l'ensemble des autorisations d'engagement et crédits de paiement par type de dépense (personnel, fonctionnement et investissement) décliné par destination.

L'activité même de l'UTT concentre les plus grosses masses financières sur les destinations suivantes :

- Destination D102 formation initiale et continue de niveau master pour 15 099k€ en AE et 14 915k€ en CP soit 31% du budget (stabilité par rapport à 2025) ;
- Destination D107 qui regroupe les activités de recherche pour un montant de 12 351k€ en AE et 12 773k€ en CP soit 25,5 % du budget (en légère diminution) ;
- Destination D114 relative à l'immobilier qui représente 4 930k€ en AE et 4 908k€ en CP, la part de cette destination dans le budget (10%) est moindre par rapport aux autres destinations détaillées, avec le même poids que l'an passé ;
- Destination D115 relative au pilotage et à l'animation de l'établissement qui représente 10 869k€ en AE et 9 683k€ en CP, représentant 22,5 % du budget (proportion stable par rapport à 2025).

#### ➤ **D102 Formation initiale et continue au niveau master**

Cette destination regroupe tous les services d'appui à la Direction de la Formation et de la Pédagogie, les formations d'ingénieur et master, les diplômes d'université (DU), les formations en apprentissage et les formations développées au niveau Master. Cette destination regroupe également tous les projets liés à l'enseignement.

Au cours des dernières années, l'UTT a développé une offre diversifiée en matière de Master et autres formations, et a orienté son offre en faveur de l'apprentissage, ce qui se traduit en dépenses et corrélativement en recettes.

A noter qu'à la rentrée de septembre 2025, l'ouverture de la nouvelle formation Bachelor IA puis un nouveau DU OSINT sont venus compléter cette offre de formation.

Dans cette destination, la part des dépenses de fonctionnement hors projets s'élève à 1 106 k€ en AE et 992 k€ en CP. Comparé au BI 2025, ces montants sont en diminution (-195 k€ en AE). Cette situation s'explique par le fait que certaines formations n'ont pas été ouvertes à la rentrée 2025 (LP ETN, MEER et M2C, DU Coordinateur cellule de crise, MASTER IMSGA).

La part des dépenses de fonctionnement relative à des projets financés est importante, son montant s'élève à 509 k€ en AE et en CP (montant en baisse de 13 % par rapport au BI 2025). Dans ces dépenses les principaux projets 2026 sont : UTSEUS (300k€), HI Paris (50 k€), ISJ\_DU\_IRIS (46 k€) et PCM (22k€).

Plus globalement les dépenses sur cette destination sont maîtrisées avec une légère augmentation de 6 % par rapport au BI 2025 provenant de la nouvelle ventilation prévisionnelle de masse salariale et des investissements pour renouvellement du matériel de salles pédagogiques.



### ➤ **D107 Activités de recherche universitaire**

Cette destination regroupe l'ensemble des activités de recherche au sein des différentes Unités de Recherche créées en 2021. Les dépenses de ces équipes sont réparties en fonctionnement et investissement. Ces activités permettent de financer du personnel non titulaire rémunéré affectés à la réalisation des projets de recherche.

Cette destination représente 12 351 k€ en AE pour 2026 contre 12 590 k€ pour 2025 soit une diminution de 2 %. L'objectif était de mieux correspondre à la réalité de l'exécution.

La typologie des dépenses de recherche est variée et concerne des projets de l'ensemble des unités de recherche.

L'équilibre général de cette destination est la suivante : 69 % en masse salariale, 15,7 % en fonctionnement et 15,2 % en investissement, assez stable par rapport à 2025.

En investissement, les projets significatifs prévus en 2026 s'inscrivent dans le cadre de la continuité des CPER Alliage, MAT GE et Renete. Ces projets fléchés représentent 1 344 K€ en AE et 1 767 k€ en CP dont 160 k€ en autofinancement sur fonds propres UTT (le décalage entre les AE et CP provient de dépenses déjà engagées en 2025 sur MAT-GE à payer sur 2026).

### ➤ **D114 Immobilier**

Cette destination traduit les dépenses du patrimoine et de la direction du numérique.

Le montant total est de 4 930 k€ pour le BI2026 contre 4 805 k€ pour le BI 2025, soit une légère hausse de 2.6 %.

Cette variation sur les dépenses immobilières doit être analysée en deux temps :

- Une hausse sur les investissements de 348 k€ expliquée principalement par un nouveau marché 2026 pour la SSI concernant des installations Firewall, qui sera engagé en totalité en 2026 pour 331 k€ pour une durée de 5 ans.

Les autres dépenses d'investissements ont été priorisées pour ne retenir que les dépenses indispensables tant au niveau du service patrimoine que de la direction du numérique.

- Une diminution des dépenses de fonctionnement de 392 k€, qui traduit un réel resserrement des dépenses dans ce domaine. Des efforts importants ont été réalisés pour diminuer ces dépenses avec notamment des installations plus économiques réalisées au niveau de l'éclairage de la halle sportive et l'installation de panneaux solaires, tout en absorbant d'autres augmentations incompressibles sur les contrats de maintenance indispensables et la hausse de TVA 2026 sur les dépenses de fluides.

Au-delà des dépenses sur marchés engagées et contrats indispensables, les prévisions budgétaires ont été analysées au plus fin pour contenir des niveaux semblables aux dernières exécutions budgétaires.

Sur cette destination le volet dépenses de fonctionnement s'élève à 2 117 k€, avec :

- 619 k€ pour la DNUM (le budget total de fonctionnement DNUM s'élève à 947 k€ en 2026 avec une partie affectée en D102 pour 298k€ et D107 pour 30k€ ; contre un total de 1 007k€ au BI 2025) ;
- et de 1 498 k€ pour la Direction du Patrimoine incluant l'antenne de Nogent (contre 1 502k€ au BI 2025).

Le volet investissement est composé de :

- 684 k€ pour la DNUM dont le marché SSI à hauteur de 331 k€ (contre 291k€ au BI 2025) ;
- 332 k€ pour la Direction du Patrimoine (contre 377 k€ au BI 2025).

L'équilibre interne des dépenses d'immobilier est la suivante : 36,4% de masse salariale, 43 % de dépenses de fonctionnement et 20,6 % de dépenses d'investissement.

Pour l'ensemble de la destination D114, La variation de masse salariale est liée à la nouvelle ventilation par destination en 2026, le montant 2026 s'élève à 1 796 k€ (1 627 k€ en 2025).

#### ➤ **D115 Pilotage et animation du programme de l'établissement**

Cette destination regroupe l'ensemble des coûts structurels et des projets structurants de l'UTT, notamment les projets internationaux fléchés.

Les dépenses de fonctionnement sont de 1 862 k€, elles s'élevaient à 2 113 k€ au BI 2025. Ces dépenses 2026 sont estimées en cohérence avec les éléments ajustés du BR2-2025 et des prévisions d'exécution, puis avec la prise en compte de la circulaire impliquant une baisse des dépenses de communication en 2026 de 20 % (à ce titre le budget communication hors projets/marchés est amputé de 39 K€).

En investissements, cette destination montre une augmentation conséquente avec une prévision de dépenses de 1 779 k€ en 2026, contre 654 k€ en 2025, cette variation est dépendante de la mise en œuvre des projets financés fléchés.

La prévision d'investissements 2026 prévoit principalement les dépenses sur les projets fléchés :

- EvolUTTion II pour 1 734 k€ en AE relatif à la finalisation du volet 'Requalification de l'esplanade minérale' et le démarrage du volet 'réhabilitation des façades', pour les parts de financement Région, Etat, TCM ;
- EUT+ pour 24 k€ en AE, financés par ANR et Europe.

Les dépenses de personnel affectées à cette destination s'élèvent à 7 227 k€, en diminution de 9,6 % par rapport à 2025.

L'équilibre interne des dépenses de Pilotage et animation du programme de l'établissement est la suivante : 66,5 % de masse salariale, 17,1% de dépenses de fonctionnement et 16,4 % de dépenses d'investissement. Soit par rapport à 2025, une baisse du poids des dépenses de personnel, et une progression des investissements.

## 1-4 TABLEAU DES RECETTES PAR ORIGINE (Tableau 3bis)

### Répartition des recettes

- **SCSP** : 28 672k€ (stable avec +1% par rapport à 2025)
- **Recettes propres** : 8 108k€ (-3% par rapport à 2025 provenant de la valorisation et des droits d'inscription)
- **Financements publics** : 7 779k€ (+ 5% par rapport à 2025 provenant des financements fléchés)
- **Fiscalité affectée** : 165k€ (CVEC)

### Points saillants

- La SCSP a été calculée selon les informations d'évolution transmises par la tutelle et ne permettent pas de financer l'ensemble des nouvelles mesures nationales, notamment aucune prise en charge n'est envisagée dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle protection sociale complémentaire 2026.
- Au niveau des recettes propres, la progression des recettes sur formation continue et diplômes propres (+356 k€ par rapport au BI2025), est effacée par d'autres baisses de recettes telles que les droits d'inscription pour 219 k€, et projets de valorisation pour 353 k€.
- Concernant les autres financements publics non fléchés, la diminution est estimée à 1 693 k€ par rapport au BI 2025. Elle provient notamment des encaissements sur projets liés au rythme de justification dépendant de l'avancement des projets et du rythme fluctuant des échéanciers de versement.
- L'évaluation des recettes fléchées est très positive avec un encaissement supplémentaire de 2 M€, provenant notamment des financements européens sur le projet EUT+.
- Les recettes de taxe d'apprentissage sont stables (750k€).

Ce tableau retrace l'ensemble des recettes qui seront effectivement encaissées au cours de ce BI 2026. Ces éléments sont à mettre en corrélation avec les indications du tableau de trésorerie (tableau n°7) et avec les recettes du tableau n°2 relatif aux autorisations budgétaires.

### ➤ La subvention pour charges de service public (SCSP)

Le montant estimé est de 28 671 k€ dans le BI 2026. Elle évolue de +244 k€ par rapport à la prévision du BR2-2025.

Le calcul de la SCSP a été réalisé selon les préconisations de la tutelle, à savoir, sur la base du dernier montant notifié en juillet 2025 :

- la déduction des mesures non pérennes notifiées en 2025 pour -76 k€ (« actions spécifiques »)
- et l'ajout d'une prévision de l'ordre de 320 k€, correspondant à : 40 % du surcoût prévisionnel lié à la hausse des 4 points du CAS Pensions, ainsi qu'aux EAP (Extension Année

Pleine) des CPJ (Chaires de Professeurs Junior) 2025 et à la revalorisation des contrats doctoraux au 1er janvier 2026.

A ce jour, le financement des dépenses relatives à la nouvelle protection sociale complémentaire n'est pas prévu. L'activation du COMP demeure en attente (aucun versement à ce titre n'a été perçu pour le moment).

### ➤ **Les recettes propres**

**Elles représentent 8 109 k€ au BI 2026** et baissent de 231 k€ par rapport à 2025 (8 340 k€). A noter qu'un ajustement a été opéré lors du dernier budget rectificatif, principalement sur la formation continue et en apprentissage, et la valorisation.

### **Les principales variations sont les suivantes :**

- Les recettes de Formation Continue et Apprentissage sont estimées à 3 590 k€, en augmentation de 11% par rapport aux dernières estimations du BR2-2025.

Cette estimation se veut à la fois réaliste et ambitieuse. Elle repose sur les derniers effectifs inscrits et sur la poursuite du développement de l'institut cybersécurité, et des formations liées (master cybersécurité) dont l'UTT a fait un axe stratégique pour 2035.

- Au niveau de l'apprentissage, les recettes sont en hausse (+ 382 k€ par rapport au BR2-2025). Cette augmentation s'explique notamment par les formations FISEA GI, SN, GM puisque ce parcours de formation débuté en 2025, ce qui implique qu'il y ait deux promotions en cours sur ces formations en 2026.
- Au niveau de la formation continue, les recettes s'amoindrissent de 36 k€ par rapport au BR2 2025. Dans cette catégorie, les fermetures de certaines formations impliquent une baisse de recettes qui n'est pas totalement compensée par l'augmentation des recettes sur les diplômes DT-Cyber.
- Les autres variations sont liées au BAIP et Forums.

- Les recettes liées aux droits d'inscription universitaire représentent l'ensemble des droits d'inscription, y compris les droits différenciés des étudiants extracommunautaires.

Ils sont évalués en fonction des inscriptions connues lors de cette période d'élaboration du BI 2026 et des dernières tendances d'encaissements. Ils incluent les nouvelles inscriptions prévues pour le nouveau Bachelor IA pour 179 k€.

Le montant global 2026 s'élève à 1 310 k€, en retrait de 12 % par rapport aux dernières estimations du BR2-2025. Cette baisse est notamment liée à l'application d'un taux d'encaissement moins élevé en 2026.

- Les recettes de valorisation sont évaluées à 1 059 k€ en 2026, montant estimé de façon prudente en fonction des contrats industriels signés en amont avec les partenaires industriels de l'UTT. Ce montant est plus faible qu'au BI 2025. Ce dernier a été corrigé à la baisse lors des budgets rectificatifs de 2025.
- Les recettes de taxe d'apprentissage sont stables. La taxe d'apprentissage est évaluée à 750k€, au même montant que la prévision du BI 2025. Les récents encaissements constatés au titre de l'exercice 2025 permettent de maintenir cette évaluation.

➤ **Les financements publics**

Les autres financements publics globalisés ou fléchés sont estimés à 7 779 k€. Ils étaient de 7 420 k€ dans le BI 2025, et de 7 559 k€ au BR2-2025.

Dans l'analyse de l'évolution de ces financements, il convient de dissocier les recettes 'fléchées' des 'non fléchées'.

Les autres financements publics non fléchés, d'un montant de 4 315 k€, sont en nette diminution par rapport au BI 2025 (6 008 k€) et au BR2-2025 (6 441 k€).

Ces recettes sont principalement liées aux projets de recherche (1 907 k€), projets pédagogiques et d'enseignement (884 k€) et au soutien accordé à l'UTT notamment par les collectivités locales (Conseil Départemental de l'Aube, Troyes Champagne Métropole et la Région Grand Est, GIP 52, pour un total de 1 524 k€).

La diminution provient principalement des variations des projets de recherche en cours et de leurs conventions de financement. Ces recettes sont estimées chaque année en fonction des prévisions d'avancement des projets permettant l'émission des justificatifs pour obtention des financements, ainsi que des échéanciers d'encaissement connus.

Les financements publics fléchés sont prévus pour un montant de 3 463 k€ en 2026, ils s'élevaient à 1 411 k€ au BI 2025 et 1 118 k€ au BR2-2025.

En 2026 sont inscrits les encaissements concernant :

- Les projets CPER de la direction de la recherche pour 1 574 k€ (projet Alliage, MAT-GE, Renete) ;
- Le projet EvolUTTIon pour 443 k€ ;
- Le projet EUT+ pour 1445 k€.

La progression importante en 2026 s'explique essentiellement par un encaissement sur le projet EUT+ provenant de financements européens (1 152 k€).

➤ **Fiscalité affectée**

La recette de fiscalité affectée de 165 k€ correspond au versement de la CVEC pour 2026. Cette recette dépend du nombre d'étudiants inscrits en septembre de chaque année universitaire.

➤ **Les autres recettes** estimées à 1 208 k€ baissent également de 4,6% par rapport au budget initial 2025. Cette baisse provient principalement de l'évolution des contrats de mise à disposition de personnel, du projet UTSEUS et de l'estimation des recettes sur l'organisation de forum en présentiel.

➤ **Les recettes de la fondation** sont estimées à la baisse. Ce montant est calculé selon les informations communiquées par la fondation relatives aux conventions établies à la date de réalisation de ce BI 2026.

## **2- EQUILIBRE FINANCIER**

### **2-1 LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER (Tableau 4)**

Ce tableau permet de déterminer la variation de trésorerie prévisionnelle pour l'année 2026 et permet d'identifier spécifiquement la variation de trésorerie fléchée, obtenue grâce au solde des opérations sur recettes fléchées comptabilisées spécifiquement.

Cette variation de trésorerie résulte d'une part du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et d'autre part des opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie. Ces opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie sont notamment les opérations au nom et pour le compte de tiers qui sont retracées dans le tableau 5.

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes budgétaires et les crédits de paiement. Le budget 2026 présente un déficit budgétaire de 2 874 k€.

Les opérations pour compte de tiers (cf. tableau 5) ont également un impact sur la trésorerie de l'UTT (décaissements pour un total de 5 972 k€), ainsi que les remboursements d'emprunts et dépôts cautionnements (décaissements pour un total de 150 k€).

La somme de ces opérations entraînera des décaissements pour 8 995 k€ et des encaissements pour compte de tiers et autres remboursements à hauteur de 6 031 k€.

Cet impact des opérations non budgétaires auquel s'ajoute l'impact du solde budgétaire négatif entraîne un prélèvement sur la trésorerie qui est estimé à 2 964 k€ dont 149 k€ sur la trésorerie fléchée.

### **2-2 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Tableau 5)**

Ce tableau retrace les opérations non budgétaires souvent issues d'obligations contractuelles ou conventions de mandat qui sont transparentes pour le budget mais présentent un impact sur la trésorerie.

Pour l'UTT, ces opérations concernent principalement des projets internationaux vers l'Afrique (Impact) et le projet EUT+, l'UTT étant porteur de ces projets, il perçoit les financements et les reverse selon les dispositions contractuelles à ses partenaires.

Dans la continuité de 2025, l'impact financier du projet Eut+ est particulièrement important en 2026 notamment sur le volet ACCELERATE.

Outre ces projets, les mouvements sur compte de tiers concernent également le projet Bernardo, la TVA et la mobilité des étudiants (AMI, ERASMUS).

Les montants prévus en 2026 sont en progression par rapport au BI 2025 tant en décaissement (+1 957 k€) qu'en encaissement (+4 196 k€) pour ces projets.

### 3- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

Le résultat prévisionnel de l'exercice 2026 présente un solde négatif de 865 k€, en amélioration par rapport aux prévisions 2025, mais sans atteindre le résultat positif de l'exécution 2024.

Cette évolution est le fruit d'une maîtrise plus importante des charges de fonctionnement, mais qui attend ses limites et risque de dégrader à court terme la qualité de service aux usagers, dans un contexte de baisse de 2 126 k€ des financements étatiques et d'une progression des produits.

Le résultat moins dégradé permet d'améliorer la capacité d'autofinancement qui est estimée à 192 k€.

Le calcul des indicateurs de soutenabilité au BI 2026 aboutit aux résultats suivants :

- Les charges de personnel représentent 80 % des produits encaissables, ce ratio respecte la norme fixée à 83% ;
- Le niveau de fonds de roulement reste au-dessus du seuil d'alerte, représentant 39 jours de dépenses de fonctionnement décaissables en fin d'année 2026 ;
- Le niveau de trésorerie infra-annuel demeure satisfaisant, il s'établit à 31 jours de dépenses de fonctionnement décaissables, il est conforme au seuil prudentiel de 30 jours.

#### 3-1 COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGÉ (Tableau 6)

Le compte de résultat est établi en droits constatés. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2026 présente un solde négatif de 865 k€, en amélioration par rapport au dernier BR2-2025, consécutif à une maîtrise plus importante des charges (-704 M€), puis à la progression des produits (+ 1 577 k€).

Par rapport à l'exécution 2024, où le résultat était positif de 202 k€, la différence de résultat du BI 2026 provient de l'augmentation des charges de personnel non compensées par la hausse des recettes.

La capacité d'autofinancement est impactée par ce résultat négatif, auxquels s'ajoutent des dépenses d'investissement non financées.

En 2026, la situation patrimoniale présente une capacité d'Autofinancement estimée à 192 k€.

Les ressources de 2 839 k€ ne permettent pas de financer l'intégralité des emplois d'un montant total de 3 631 k€ et génèrent un prélèvement sur fonds de roulement total de 792 k€.

**Fin 2026, le niveau de fonds de roulement représenterait 39 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.** Le seuil d'alerte du niveau de fonds de roulement étant abaissé à 15 jours, le niveau du fonds de roulement reste au-dessus du seuil d'alerte, il s'améliore par rapport au BR2-2025 (35 jours de dépenses de fonctionnement décaissables), mais sans retrouver le niveau de l'exécution 2024 (58 jours).

Enfin, **l'indicateur relatif aux dépenses de personnel demeure également positif (inférieur aux 83% exigés)** et atteste d'une maîtrise des dépenses de personnel par l'établissement. Les charges de personnel représentent en effet 80 % des produits encaissables.

### 3-2 LE TABLEAU DE TRESORERIE (Tableau 7)

Ce tableau présente la prévision du niveau de trésorerie chaque mois de l'exercice 2026. Le niveau infra-annuel de trésorerie reste satisfaisant et conforme au seuil prudentiel de 30 jours de dépenses de fonctionnement décaissables. Seul le mois de décembre présente un niveau proche du seuil avec un ratio s'établissant à 31 jours, les autres mois étant au-dessus de ce seuil.

**Ce niveau de trésorerie est un indicateur fort de la soutenabilité budgétaire de l'établissement. Le niveau de trésorerie prévisionnel est satisfaisant, il constitue un point de vigilance important. Il fait l'objet d'un suivi régulier de l'établissement tout au long de l'année en lien avec le suivi mensuel de trésorerie de l'agence comptable.**

### 3-3 TABLEAU DES RECETTES FLECHEES (Tableau 8)

Ce tableau présente les niveaux de financement des opérations fléchées. Il retrace les recettes et dépenses des projets fléchés pour l'UTT jusqu'en 2029.

Pour l'UTT, il s'agit du CPER, des projets Afrique (Impact) ainsi que du projet structurant d'établissement EUT+.

Pour l'année 2026, il indique à nouveau une position finale annuelle négative. Néanmoins, à terme la prévision de recette et dépense des opérations permet un solde final positif en 2028.

Pour expliquer cette position 2026 : la convention Eut+ prévoit un encaissement en 2026, de même que les CPER MAT-GE et EvolUTtion, mais pour les autres opérations les encaissements seront plus tardifs et étalés jusque 2028.

Le solde annuel de 2026 est en cohérence avec les éléments repris dans le tableau d'équilibre financier qui prévoit un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 149 k€.

Pour ces opérations également, le budget 2026 a été construit avec un souci de maîtrise des dépenses et d'évaluation au plus juste des niveaux de recettes attendues. Il exigera un pilotage et un contrôle très fin dans un contexte économique et politique sensible.

### 3-4 TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (Tableaux 9 et 10)

L'an passé, une réflexion a été menée par la Direction des affaires financières en lien avec l'agence comptable afin de fiabiliser les suivis des opérations et sécuriser la trésorerie.

Depuis 2025, les tableaux des opérations pluriannuelles ont été enrichis de 2 colonnes :

- Frais de gestion
- Dépenses non rattachées (qui permettent de suivre la masse salariale des permanents de l'établissement, masse salariale financée par le projet et non rattachée à l'opération).



Ces tableaux retracent les éléments détaillés sur les opérations pluriannuelles de l'établissement.

#### **4- CONCLUSION**

Le budget 2026 a été construit avec un souci constant de maîtrise des dépenses et d'évaluation au plus juste des recettes attendues, ainsi que le suivi attentif de la position de trésorerie.

L'année 2025 permet de constater une conjonction de contraintes structurelles et conjoncturelles qui continueront à peser sur l'exercice 2026.

La prévision budgétaire 2026 a été déterminée en considérant cette situation. Elle a pour conséquence des mesures de rationalisation et la poursuite de réflexion d'optimisation budgétaire à mettre en œuvre. L'exécution du budget 2026 demandera une attention soutenue dans son suivi.

L'UTT poursuit sa volonté de construire en 2026 une trajectoire financière soutenable, compatible avec son plan stratégique UTT 2035.

La bascule en COMP à 100 % devra permettre le rééquilibrage de la dotation SCSP, de l'enveloppe d'emplois sous plafond Etat, tenant compte de l'effort déjà produit en matière de recettes propres, de sobriété de fonctionnement, et accompagner ainsi le développement pérenne de l'université.